

Département des écoles supérieures et de l'enseignement supérieur privé

Rôle et positionnement du département



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Un département identifié pour les écoles d'ingénieur qui
relève du **Service de la stratégie des formations
et de la vie étudiante**

- Elabore la stratégie de développement des formations supérieures et la politique d'insertion professionnelle et en assure la diffusion,
- Anime la réflexion autour de la pédagogie dans l'enseignement supérieur, notamment en intégrant la dimension numérique,
- Définit la politique des formations de santé,
- Définit les politiques qui contribuent à la réussite de tous et à l'amélioration de la vie étudiante,
- Participe au processus d'accompagnement et de contractualisation des opérateurs de l'Etat et au processus d'accréditation de leur offre de formation.



Liberté • Égalité • Fraternité

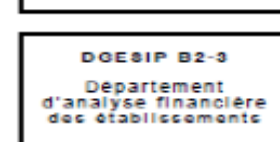
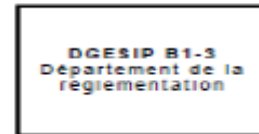
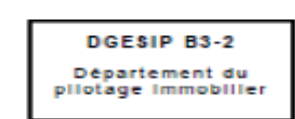
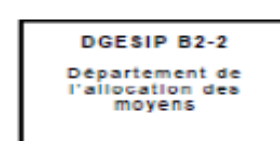
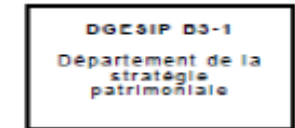
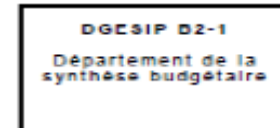
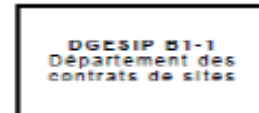
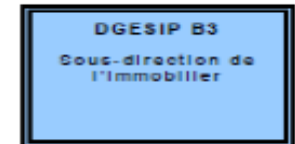
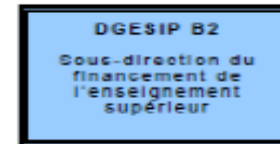
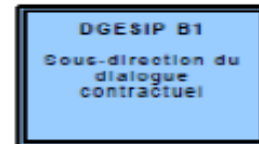
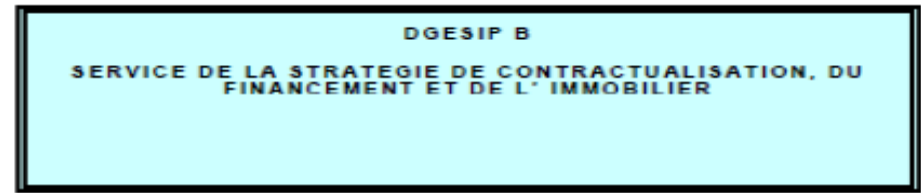
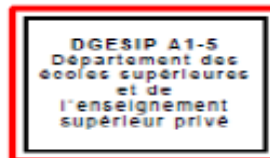
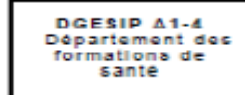
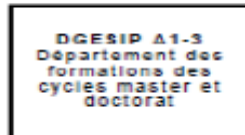
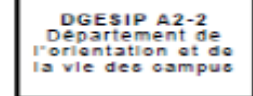
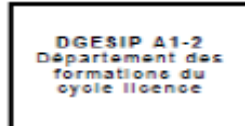
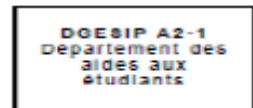
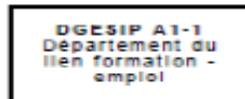
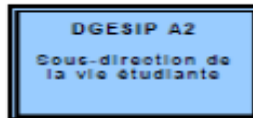
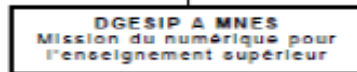
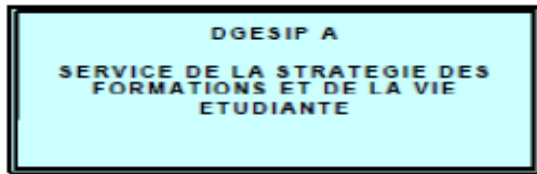
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Le département des écoles supérieures et de l'enseignement supérieur privé

- Assure le suivi de toutes les questions relatives aux écoles (ingénieurs, commerce, autres) publiques et privées : organisation, structuration, mise en œuvre de la loi,
- Organise, suit et met en œuvre les évaluations de la CTI et en assure le greffe
- Organise le jury national du diplôme d'ingénieur par l'Etat
- Organise, suit et met en œuvre les expertises de la Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion (CEFDG)
- A en charge le suivi des relations avec l'enseignement supérieur privé : (reconnaissance par l'Etat, régulation des diplômes , mise en œuvre de la contractualisation avec certains établissements privés

Position du département au sein de la DGESIP





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

I – Le greffe de la CTI

- Réception des lettres d'intention des établissements (année N-2) concernant les projets de nouvelles formations ou voies d'accès
- Organisation de la programmation annuelle des examens de dossiers (périodique et hors périodique) en séance plénière
- Lancement, par circulaire, de la campagne périodique et gestion des dépôts de dossiers, par les établissements, sur l'application e-org
- Réception des dossiers de demande d'habilitation (hors périodique) sous format électronique
- Mise à disposition, pour les membres de la CTI, des dossiers et documents de travail sur l'application e-org
- Elaboration des ordres de mission :
 - Visites d'école (sans frais)
 - Réunions de bureau
 - Séances plénières
- Rédaction du compte-rendu des réunions plénières de la CTI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

II – Mise en œuvre de la stratégie de la DGESIP pour les écoles d'ingénieur

● En amont de l'examen par la CTI

- S'assurer de la capacité à développer une formation pour l'établissement (nouvelle demande) : soutenabilité financière, cohérence territoriale, insertion professionnelle...

● Après l'avis/décision de la CTI

La prise de l'acte d'habilitation / accréditation des établissements sur la base des avis ou décisions de la CTI :

- La notification aux établissements qui comporte :
 - la décision permettant d'ouvrir la formation
 - des recommandations concernant la cohérence de la formation avec la politique nationale, la politique contractuelle et la politique de site
- L'arrêté interministériel d'habilitation publié au JO